

ASBL Fondation JEAN BOETS

PANEL DE MIDI
du 13 Décembre 1991

Thème :

PARTENARIAT ECONOMIE-ENSEIGNEMENT

L'équipement des écoles techniques

AVANT - PROPOS

Je suis heureux de vous présenter le dossier "issu" du PANEL de MIDI n° 2 qui s'est déroulé le 13 décembre 1991.

Déjà, le livret constitué après le PANEL de MIDI n° 1 avait été bien accueilli. Quelque mille personnalités ont reçu cette première publication. Ainsi, les responsables politiques, les milieux socio-économiques, le monde des enseignants, les parents ont pu prendre connaissance des grands axes de la campagne de PROMOTION de l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE conduite par la FONDATION JEAN BOETS. Cette distribution a mis en évidence le territoire de nos activités : celui de la PROVINCE de LIEGE.

Je tiens à ajouter que le choix des personnalités que nous désirions sensibiliser est indépendant des convictions politiques, philosophiques et religieuses.

Mais, pour être réellement crédible, le message de la FONDATION JEAN BOETS devait être approuvé et défendu par les responsables socio-économiques. C'est donc avec joie que j'ai enregistré la prise en charge du PANEL de MIDI n° 2 par la société COCKERILL-SAMBRE.

J'adresse mes plus vifs remerciements à Jacques ARNOLIS qui a présidé ce deuxième panel avec autorité et compétence.

Vos suggestions, vos avis seront les "bienvenus".

Meilleurs sentiments,

*Philibert CAYET,
Président de la Fondation Jean BOETS*

A.S.B.L. FONDATION JEAN BOETS

**IIe PANEL de MIDI
13 Décembre 1991**

**Thème : PARTENARIAT ECONOMIE-ENSEIGNEMENT
L'équipement des écoles techniques**



COMPTE RENDU

Discours d'accueil de M. Jean Boets, Directeur Général honoraire de l'Enseignement de la Province de Liège, Président Général de l'a.s.b.l. APRES.

J. BOETS remercie J. ARNOLIS, Directeur des approvisionnements, des transports et du patrimoine à Cockerill-Sambre, son ancien élève, d'avoir accepté de prendre en charge et de présider ce panel de midi.

Il décrit ensuite le contenu du dossier transmis à chaque participant :

- un communiqué de presse rappelant que ce panel, réuni à l'initiative commune de l'a.s.b.l. APRES et de la société Cockerill-Sambre, le second de l'année — le premier ayant eu lieu le 21 juin 1991 et ayant eu trait à l'inadéquation de l'enseignement technique aux besoins réels de l'économie — a comme thème "Le partenariat économie-enseignement, l'équipement des écoles techniques";
- un texte d'Olivier GUICHARD, ancien ministre de l'Education Nationale en France, intitulé "L'enseignement technique est exemplaire";
- le compte rendu du panel de midi du 21 juin 1991;
- une fiche rappelant les trois axes de la campagne de promotion de l'enseignement technique.

Puis, à l'occasion de chaque panel, Jean BOETS présente quelques "anciens" diplômés d'HUMANITES TECHNIQUES, ayant connu une réussite professionnelle et sociale remarquable.

ARNOLIS Jacques, promotion 1955

Ingénieur civil

Directeur des Approvisionnements, des Transports et du Patrimoine à Cockerill-Sambre.

BRONCKART Lambert, promotion 1955

Ingénieur civil en électricité (électronique)

Professeur à l'Institut Supérieur Industriel Liégeois (I.S.I.L.)

DEROULOU Jean, promotion 1958
Ingénieur civil métallurgiste
Directeur général des Forges de COURCELLES

FOURNEAU René, promotion 1967
Docteur en Sciences Professeur à l'Institut Supérieur Industriel Liégeois (I.S.I.L.)

GARDIER Servais, promotion 1955
Ingénieur civil électricien (électronique)
Directeur de l'Institut Supérieur Industriel Liégeois (I.S.I.L.)

SCORCET Serge, promotion 1970
Ingénieur civil Construction - Génie civil
Directeur de la Société Coopérative d'Etude, de Formation et d'Application en matière d'Automatisme des Systèmes de Conception et de Production (E.F.A.)

SIMONIS Armand, promotion 1956
Ingénieur technicien
Ingénieur responsable du programme des activités spéciales à la F.N. Moteurs.

Discours d'introduction de M. Jacques ARNOLIS, Directeur des approvisionnements, des transports et du patrimoine à Cockerill-Sambre.

Au nom de Cockerill-Sambre, J. ARNOLIS exprime sa joie d'apporter sa contribution au combat que mène, pour la défense de l'enseignement technique, et, au-delà, pour la promotion de la région, J. BOETS qui était, rappelle-t-il, Directeur de l'Ecole Technique de Seraing quand lui-même y était étudiant.

Après avoir parlé en quelques mots des problèmes de qualification à l'intérieur de Cockerill-Sambre, il exprime le souhait d'un débat riche et fructueux, clair et franc, permettant de déboucher sur des actes concrets.

M. J. BOETS

Il précise la méthodologie dans la prise de paroles souhaitée lors des panels : pas de discours tout faits, mais un échange, un débat d'idées claires et simples, supposant des interventions brèves et concises.

M. Henri GILISSEN, Directeur de Fabrimétal Liège-Luxembourg.

H. GILISSEN ouvre les débats en rappelant la pénurie de personnel qualifié dans maints secteurs d'activité industrielle — notamment dans le secteur de la mécanique — et en regrettant le "gap" qui s'est établi entre l'entreprise et l'école.

Un espoir est néanmoins apporté par "Technifutur" inauguré la veille (12 décembre 1991), outil créé en collaboration avec l'Université de Liège dans la but, essentiellement, d'apporter un complément de formation aux actifs mécaniciens diplômés, mais aussi, accessoirement, de contribuer au recyclage des enseignants. Il invite G. CAMPIOLI à donner quelques précisions sur ce centre de formation, qui se veut être aussi une vitrine de la technologie moderne.

M. Georges CAMPIOLI, Directeur du Centre de Formation et de Perfectionnement de la Maîtrise (C.F.P.M.)

C'est bien de l'attractivité de l'enseignement technique dont il est question quand on fait référence à ce centre de formation. En effet, à côté de la fonction recherche-développement, un des buts de ce centre est d'attirer les jeunes vers les métiers de la mécanique par le versant informatique — pour lequel ils manifestent spontanément de l'intérêt — de ce qu'on appelle la "productique".

Pour appliquer à la relation d'apprentissage la notion de "fournisseurs-clients" propre à l'entreprise, les "fournisseurs" (les formateurs) seront constitués par un noyau de formateurs professionnels aidés de formateurs vacataires issus des milieux industriels et enseignants. Ces formateurs vacataires devront être de haut niveau, car il s'agira d'enseigner à un public d'entreprise. Ils devront être disponibles quand besoin s'en fera sentir et devront axer leur pédagogie sur le savoir-faire.

Les "clients" (les élèves) ne seront pas des élèves en formation initiale; ce seront, outre le public d'entreprise cité plus haut, des enseignants en recyclage et éventuellement de futurs enseignants.

Une autre fonction possible de ce centre sera de permettre à des élèves de tester sur des machines performantes et en situation réelle leurs programmes de simulation réalisés à l'école et à des étudiants de l'enseignement supérieur de réaliser leurs travaux de fin d'étude.

M. Carol GLUZA, Président de la Fédération des Métallurgistes F.G.T.B.

Il convient que la région utilise au mieux cet outil qui doit viser à la complémentarité et à la synergie, et non à la compétition et à la concurrence entre le monde enseignant et le monde industriel.

M. Ivan FAGNANT, Directeur Général de l'Enseignement de la Province de Liège.

L'enseignement technique est en net recul, tous réseaux confondus. Ne vient-on pas de voir les Aumôniers du Travail de Seraing fermer ses portes et cesser d'exister en tant qu'école autonome ? Dans les orientations "mécaniques", il n'y a pratiquement plus d'élèves dans le secondaire et dans le supérieur, la situation n'est guère meilleure — le graduat en mécanique à l'INPRES (Institut Provincial d'Enseignement Supérieur) de Seraing atteint péniblement les normes de maintien —, tant il est vrai que dans le domaine économique les mauvaises nouvelles font plus facilement leur chemin que les bonnes et de citer, pour preuve, l'effondrement de l'IPES Herstal 1 (*) en relation plus que probable avec les incertitudes sur l'avenir de la F.N. Qu'a bien pu peser dans ce climat la campagne pour la promotion des métiers de la mécanique lancée par Fabrimétal ?

D'un autre côté, les médias n'ont cessé d'idéaliser l'enseignement général et les familles ne confient plus aux écoles techniques le soin d'éduquer leurs enfants. L'enseignement technique s'appauvrit d'année en année en nombre et en qualité. Et la société n'en a cure, qui ne bronche pas à l'idée que la subvention d'équipement accordée par la Communauté atteigne la somme — faramineuse ! — de 65 francs par élève et par an, tous niveaux d'enseignement technique confondus, secondaire comme graduat. La Province, quant à elle, poursuit son effort budgétaire important en consacrant quelque 25 millions de francs par an aux équipements de ses écoles techniques, si bien que, grosso modo, une école comme l'Ecole Polytechnique de Seraing reçoit 500 francs par élève.

Si l'on tient compte du système administratif et organisationnel archaïque qui sclérose les écoles, on comprendra, poursuit I. FAGNANT en réponse à la critique voilée de H. GILISSEN concernant la disponibilité des enseignants, qu'il est bien difficile de trouver la personne idoine au bon moment.

Pour toutes ces raisons et pour beaucoup d'autres, conclut I. FAGNANT, l'Ecole se trouve dans l'obligation de travailler avec l'Entreprise.

(*) IPES : Institut Provincial d'Enseignement Secondaire.

La dénomination actuelle est "Ecole Polytechnique d'Herstal".

M. Servais GARDIER, Directeur de l'I.S.I.L..

S. GARDIER commence par décrire brièvement l'I.S.I.L. (*) dont le but est de former en quatre ans, un tiers de la formation étant de l'application, des ingénieurs industriels dans différentes disciplines dont la mécanique (productique et automatisme). La pédagogie de mise en situation utilisée se concrétise en particulier dans les travaux de fin d'étude réalisés à l'extérieur de l'institut, dans les laboratoires de l'Université ou dans les bureaux d'étude des entreprises.

En matière d'équipement, outre les 200 millions déclarés à l'inventaire, S. GARDIER rappelle la création d'une

société coopérative dont font partie trois services universitaires et treize sociétés, pour la mise en commun de certaines ressources (S.C. d'Etude, de Formation et d'Application, en matière d'automatisme, des systèmes de conception et de production).

(*) I.S.I.L. : Institut Supérieur Industriel Liégeois.

M. J. ARNOLIS

J. ARNOLIS recentre le débat en amont de l'enseignement supérieur en posant à nouveau le problème de la désaffection des élèves pour les écoles techniques.

M. René PIRON, Secrétaire Général de la Fédération des Métallurgistes F.G.T.B.

A cette désaffection, il existe des causes 'exogènes' qui sont le contexte économique et les emplois qui disparaissent. Trop souvent, les parents belges voient dans une formation qui ne passerait par l'Athénée un ratage scolaire. (Et pendant ce temps, à Cockerill-Sambre, on a besoin de quatre-vingts A1 et A2).

Mais il existe aussi des causes endogènes dont une est la cohabitation de l'enseignement technique avec l'enseignement professionnel. Dans cette structure commune, l'on trouve côte à côte des élèves motivés par des études techniques et d'autres qui, pour la plupart, n'ont pas fini l'école primaire et qui ne voient dans l'enseignement professionnel qu'une structure d'attente jusqu'à 18 ans.

Ne faudrait-il, se demande R. PIRON, scinder ces deux formes d'enseignement et créer pour l'enseignement professionnel une structure scolaire mieux adaptée à ce type d'élèves : professeurs spécialisés, locaux séparés, etc.?

M. I. FAGNANT.

M. FAGNANT remet certaines choses au point en rappelant qu'actuellement quarante étudiants sortant de l'enseignement professionnel (7^e année) sont dans l'enseignement supérieur provincial.

Si l'enseignement professionnel a, comme on le voit, fortement évolué dans sa structure, les problèmes restent nombreux au niveau de son sas d'entrée. Mais que convient-il de faire ? Mettre tous les élèves de 12 ans dans le même moule ? ou créer, à l'intérieur de l'enseignement maternel, des équipes d'institutrices s'attachant à lutter contre les retards scolaires afin de limiter le nombre d'élèves abordant le secondaire à l'âge de 14 ans sans le moindre acquis ?

Pour ce qui est de la séparation entre l'enseignement professionnel et l'enseignement technique, l'E.P.L. (*) en est au stade de l'expérimentation. En effet, sur le centre de Verviers, existe une école uniquement d'enseignement professionnel résultat de la reprise en 1973 de l'ITEX (**) et en 1981 d'une école professionnelle de la ville. Ce n'est

pas une réponse à cent pour cent, mais c'est un essai de solution.

(*) E.P.L. : Enseignement de la Province de Liège.

(**) ITEX : Institut textile.

M. J. ARNOLIS.

De son temps, rappelle-t-il, certaines sections d'enseignement technique comportaient un examen d'entrée. L'école et la vie font constamment appel à la notion de sélectivité, à quoi bon vouloir le nier.

M. Serge MOUSSET, Union Wallonne des Entreprises, responsable du Service Formation et Emploi.

M. MOUSSET porte le débat sur le thème de l'alternance qui selon lui doit prendre la forme d'un partenariat où chacune des deux parties doit apporter sa contribution (notion du "double gagnant"). Il pose la question des conditions de mise en oeuvre de ce partenariat, des obstacles et des barrières à lever.

M. Remy FONTAINE, Directeur du Personnel Sidérurgie Liège.

M. FONTAINE donne un exemple d'aide que l'enseignement technique a apporté à une entreprise au départ d'un cahier de charges bien défini, tout en précisant bien qu'il ne s'agit pas d'alternance, mais que l'exemple est intéressant : modules de 240 périodes de remise à plat des connaissances, formation générale sur les processus sidérurgiques, formation de gardiennage.

M. Urbain BOVY, Directeur des Ressources humaines et de la Logistique de C.M.I.

M. BOVY insiste sur la notion de mise en commun des ressources — il faut à tout prix éviter un système de concurrence — et cite comme exemple à suivre le centre de perfectionnement aux techniques de soudage créé à C.M.I. ouvert au public des sociétés, mais aussi aux écoles. Un tel centre peut pallier le manque d'équipement des écoles et contribuer à une formation de soudeur mieux adaptée aux besoins des entreprises.

M. J. ARNOLIS

J. ARNOLIS cite en contre-exemple une expérience d'alternance menée en 1982 qui ne fut pas reconduite par manque de flexibilité de l'Ecole.

Les deux mondes sont condamnés à coopérer, car il est vain d'escompter un accroissement des moyens dans

l'enseignement, surtout au lendemain du sommet des Douze de Maastricht où tous les pays membres ont accepté de limiter leur déficit budgétaire.

La réussite, selon lui, passera par une concentration des moyens, une flexibilité plus grande des enseignants et une amélioration de la qualité des maîtres, qualité qui aujourd'hui fait trop souvent les frais du maintien global de l'emploi.

M. Jean LOOSVELD, Directeur de l'IPEPS de Seraing (*).

Le coût catastrophique de l'enseignement est surtout le coût de l'échec scolaire. Des économies substantielles sont à faire dans une refonte totale de l'enseignement — en faisant appel notamment à la notion d'unités capitalisables —. Dans le même ordre d'idées, sait-on que 70% des demandeurs d'emploi n'ont pas dépassé le stade du secondaire inférieur ?

Pour avoir travaillé 3 ans au cabinet du ministre Yvan YLIEFF au Décret sur l'Enseignement de Promotion Sociale, il est en mesure d'affirmer que cet enseignement est à cent pour cent preneur du partenariat avec l'Entreprise, grâce à ce Décret précisément qui autorise la plus grande souplesse.

(*) IPEPS : Institut Provincial d'Enseignement de Promotion Sociale.

M. René FOURNEAU, Docteur en Sciences, Professeur à l'I.S.I.L..

Il tient à réagir contre l'idée exprimée plus tôt du manque de bonne volonté de la part des enseignants et cite pour appuyer sa thèse de multiples exemples.

M. H. GILISSEN.

Les budgets consacrés à l'Education ne vont pas croître. Or, les défis à relever sont coûteux. De l'importance dès lors d'optimiser les systèmes éducatifs : pourra-t-on par exemple tolérer longtemps encore l'existence de plusieurs réseaux d'enseignement, ce qui constitue un extraordinaire gâchis de ressources, lors donc que les leaders syndicalistes ont accepté dans les entreprises de la région de terribles saignées pour la sauvegarde de l'outil industriel. Le temps est donc venu de la mise en commun des ressources et de la recherche de synergies, un bon exemple de tout cela étant fourni par "Technifutur", défini comme outil "régional" de formation.

M. J. ARNOLIS.

A preuve que des solutions existent qui ne sont pas toujours coûteuses, il cite les conclusions d'un rapport établi

il y a environ 5 ans à Cockerill-Sambre et relatif à la sécurité dans les ateliers : sur 100 causes d'accidents recensées par les ouvriers, 80 étaient imputables à un comportement inadapté et donc remédiables à peu de frais; 20 exigeaient de gros investissements. On s'attaque d'abord aux 80%.

M. Roland BAMPS, Directeur de l'Ecole Polytechnique de Seraing.

Les causes de la désaffection pour les enseignements technique et professionnel se situent à trois niveaux : la dénatalité, qui est une donnée objective, la conjoncture économique (pertes d'emplois dans le secteur industriel) et de tenaces préjugés entretenus jusqu'au plus haut sommet de la hiérarchie politique.

Que faire ?

Le cri d'alarme en faveur de l'enseignement technique lancé par Fabrimétal est une bonne chose, car les milieux économiques sont plus crédibles que les milieux enseignants toujours suspects de racolage publicitaire.

D'un autre côté, l'évolution rapide des équipements industriels comporte en soi un élément de solution pour les écoles; en effet, un laboratoire de simulation à la commande numérique permet d'approcher la réalité des entreprises et de faire l'impasse sur l'acquisition de vingt machines onéreuses.

Il n'en reste pas moins que la pluralité des réseaux, — parce qu'elle favorise la dispersion des moyens —; que le manque de flexibilité des enseignants, que le taux d'échecs important, (qui n'est d'ailleurs pas le seul fait du secondaire — il n'est que de se pencher sur les résultats dans l'enseignement supérieur ou même, à un niveau différent, dans le C.A.I. (*) où pourtant l'entreprise est partie prenante —), sont autant de lourdeurs qui paralysent les systèmes éducatifs dans notre communauté.

(*) C.A.I. : Contrat d'Apprentissage Industriel.

M. Jean DEROULOU, Directeur Général des Forges de Courcelles.

J. DEROULOU exprime son besoin en ouvriers fraiseurs, en ouvriers outilleurs, bref en ouvriers qualifiés non pas sur tours à commandes numériques, mais sur équipements conventionnels. Il appelle de ses vœux un retour à l'enseignement technique traditionnel où l'on avait le souci d'apprendre le geste technique bien fait, et dénonce avec vigueur le scandale des Athénées qui s'adjoignent des sections d'enseignement technique alors qu'elles ne possèdent pas l'ombre du moindre équipement.

M. Edouard DAVID, Directeur de l'INPRES.

Le partenariat avec l'Entreprise est sur bonne voie puisque son école supérieure possède un centre de formation

équipé par la société Télémécanique où se sont recyclés à ce jour près de cent ingénieurs et techniciens de la région dont cinquante en provenance de Cockerill-Sambre et de C.M.I.

En outre, à l'instauration du cycle de trois ans pour les graduats, un stage de cinq mois en entreprise a été prévu. (Les premiers auront lieu à partir de septembre 92).

M. I. FAGNANT.

Avant 1970, un accord tacite liait la Province de Liège et l'Enseignement de l'Etat : à la Province de Liège revenait l'enseignement technique, à l'Enseignement de l'Etat, l'enseignement général. Depuis la réforme de 1970, si l'E.P.L. n'a pas dérogé à cet accord, il n'en a pas été de même pour l'Enseignement de l'Etat qui se mit à faire de tout partout.

Ainsi, est-il raisonnable de créer une section de mécanique au fin fond des Ardennes ? Mais pourquoi s'en priver puisque l'actuel calcul des heures organisables (NGPP) (*) le permet et qu'un seul élève suffit pour maintenir ouverte une section. Il est grand temps d'en finir avec ce laxisme qui est à la base d'une concurrence malsaine à l'intérieur du réseau officiel.

La situation à l'intérieur des écoles est beaucoup plus complexe qu'on ne le croit : celui-ci partage un horaire sur quatre établissements différents, celui-là a des conditions de travail démentielles; cet autre par contre est en disponibilité par défaut d'emploi.

(*) NGPP : Nombre Global de Périodes Professeurs.

Mme Catherine BOLDYREFF du journal "La Meuse".

On laisse à un ingénieur qui sort de l'école un temps d'adaptation parce qu'on sait bien qu'il ne peut être immédiatement productif. Pourquoi, se plaint-elle, n'offre-t-on pas les mêmes conditions d'accueil à un technicien ? pourquoi veut-on que lui soit tout de suite opérationnel ?

M. J. ARNOLIS.

Il reconnaît que le problème de la formation d'accueil subsiste, mais à Cockerill-Sambre, affirme-t-il, des efforts importants ont été faits dans ce sens. (2,5 à 3% sont consacrés à la formation).

M. Marcel LECLERCQ, Professeur à l'EPS, Président de la section Ressources de l'a.s.b.l. APRES. (*)

Une information sur le 3^e degré de l'enseignement technique devrait être faite à l'intention des élèves de

l'enseignement général qui, dégoûtés des contenus et des méthodes, s'apprentent à aborder le 3^e degré dans les pires dispositions.

(*) EPS : Ecole Polytechnique de Seraing.

M. Guy RICHARD; Directeur général de l'Air Liquide.

Quand, dit-il, on passe une offre d'emploi à l'intention des ouvriers qualifiés, dans le meilleur des cas, on obtient cinq réponses. Et pourtant, le barème d'un ouvrier qualifié est toujours supérieur à celui d'un employé. C'est désolant de constater un tel phénomène dans une région où l'on compte plus d'écoles par habitant que dans les régions d'Allemagne.

Il termine son intervention en déclarant son entreprise ouverte aux élèves et aux enseignants de l'enseignement technique.

M. R. PIRON.

Exemples de gaspillage, le directeur d'école primaire sans classe; le ministre de l'Emploi et du Travail qui ne sait que faire du fonds 0,25% ?

M. Philibert CAYET, Secrétaire Général de l'a.s.b.l. APRES, Président de la Fondation Jean BOETS.

Comment l'enseignement technique peut-il répondre aux besoins des P.M.E. qui n'ont ni le temps ni les moyens de former les nouveaux engagés ?

M. Armand SIMONIS, Ingénieur responsable du programme des activités spéciales à la F.N. Moteurs.

L'enseignement technique souffre d'une mauvaise "image de marque" dans le public. Pour poursuivre la comparaison, le produit à vendre, la formation technique, n'a pas la cote. Et il faut bien avouer qu'à l'intérieur même de l'entreprise, la fonction de technicien est dévalorisée par rapport à celle de gestionnaire, ce qui n'est pas sans incidence sur le choix de l'école que font pour leurs enfants les membres du personnel.

M. R. FONTAINE.

Un courant psycho-social continue d'exister qui accorde la prééminence au "col blanc". Le père technicien dont

le fils devient employé a le sentiment, encore aujourd'hui, de gagner pour son enfant un statut, de gagner une classe sociale.

M. Arnold JAMOULLE, Professeur à l'EPS, Vice-Président de l'a.s.b.l. APRES.

En tant qu'enseignant, il souscrit tout à fait à l'analyse faite par R. PIRON quant à la mauvaise image de marque de l'enseignement technique du fait de sa cohabitation avec l'enseignement professionnel, du moins au 1^{er} degré. Car, s'empresse-t-il d'ajouter, au niveau des 5^e et 6^e années professionnelles (3^e degré), on a affaire à des élèves et à un enseignement de qualité.

M. Lambert BRONCKART, Ingénieur civil, Professeur à l'I.S.I.L..

L'enseignement, rappelle-t-il, est au service du public, l'économie au service du privé. L'enseignement doit être un instrument de formation des jeunes, non un instrument au service de l'industrie et de la production. Il s'agit de former des hommes et des femmes capables d'évoluer.

Il rappelle enfin que dans bien des cas, un tableau et une craie sont plus efficaces qu'un équipement sophistiqué.

M. H. GILISSEN.

L'école a pour mission de former des citoyens, il n'en disconvient pas, mais tout citoyen a besoin pour vivre d'un bon métier.

Par ailleurs, l'idée de séparer le bon grain de l'ivraie entendue ci et là dans certains propos, bref, pour parler clair, l'élitisme, lui paraît un mauvais choix social, car cela consisterait à abandonner une partie de la population, les plus démunis, aux tentations du fascisme.

M. R. PIRON.

Appeler de ses vœux la création d'une structure nouvelle adaptée aux élèves en décrochage scolaire depuis le primaire n'est pas prôner l'élitisme.

M. J. LOOSVELD

Il faut trouver des solutions qui soient spécifiques à l'enseignement technique : une modification de structures qui aille dans le sens d'un accroissement de souplesse, la suppression de toutes les filières qui sont des impasses.

Mais sait-on seulement qu'au sein du cabinet du ministre de l'Education, il n'y a pas de service de l'enseignement technique ?

M. R. BAMPS.

Devant la formidable évolution des équipements, sachant qu'il est illusoire de vouloir former des techniciens directement opérationnels, il faut focaliser notre énergie sur les notions de "base technique" et d'apprendre à apprendre, afin de préparer les jeunes à la mobilité professionnelle et à la formation continue.

M. Marc SAINT AMAND, Ressources humaines Cockerill-Sambre.

L'évolution constante de la technologie et notre management (relation entre la direction et le personnel) font qu'on continuera à former nous-mêmes nos sidérurgistes. Ce que nous demandons à l'école, c'est de nous envoyer des gens ayant une capacité d'apprentissage.

Il formule ensuite des propositions d'ouverture de l'Entreprise à l'Ecole dans les domaines suivants :

— la désaffection du public pour les écoles techniques : l'Entreprise a un rôle à jouer dans la promotion de l'enseignement technique. Il faut agir du côté des parents, mais aussi et surtout du côté des professeurs de l'enseignement général;

— l'alternance : il se déclare prêt à examiner tout projet concret de formation en alternance ou toute autre forme de partenariat, ne fût-ce que pour réapprendre à se connaître;

— les maîtres : Cockerill-Sambre a besoin de formateurs maîtrisant un domaine de connaissance, mais aussi capables d'écoute et de compréhension. Il se dit prêt à accepter en stage des enseignants désireux de vivre l'expérience de l'entreprise.

M. G. CAMPIOLI.

Par delà l'opposition traditionnelle et aujourd'hui hors de propos de l'Ecole qui libère à l'Entreprise qui aliène, il propose en guise de conclusion trois pistes de réflexion :

— la formation des maîtres devrait passer par une meilleure connaissance de ce qui se passe à l'intérieur de l'Entreprise. A ce propos, il souligne la capacité d'accueil des maîtres à Fabrimétal;

— l'équipement des écoles, en attendant un hypothétique regroupement des réseaux et une concentration des ressources, constitue un problème moins grave que prévu du fait de l'introduction des ordinateurs qui permettent de simuler dans les écoles les processus industriels;

— le plaidoyer pour l'enseignement général doit changer de nature; il s'agit de dire en substance aux parents que ce qu'ils recherchent à juste titre pour leurs enfants dans l'enseignement général, à savoir des études intéressantes à grand contenu abstrait et culturel, donnant accès à des métiers valorisants, l'enseignement technique et plus tard l'industrie peuvent le leur fournir.

EN GUISE DE CONCLUSION : DES THEMES A APPROFONDIR.

- Les causes de désaffection pour les enseignements technique et professionnel se situent à trois niveau :
 - la dénatalité,
 - la conjoncture économique (restructurations des entreprises entraînant souvent d'importantes pertes d'emplois),
 - des préjugés tenaces qui accablent l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, trop fréquemment placé au banc des accusés.Plus la situation est difficile, plus il faut développer la campagne de PROMOTION de l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE menée par la FONDATION Jean BOETS. Dans cette optique, le PARTENARIAT ECONOMIE-ENSEIGNEMENT et la COOPERATION entre FORMATEURS s'imposent davantage.
- Un ENSEIGNEMENT TECHNIQUE de qualité nécessite la mise en oeuvre d'un EQUIPEMENT coûteux, sans cesse actualisé;
 - il importe d'augmenter largement le montant des subventions d'équipement (65 francs par élève et par année d'études s'avèrent nettement insuffisants).
 - il convient également de trouver des solutions techniques plus économiques, par exemple :
 - des centres de regroupement d'équipements sophistiqués, accessibles à plusieurs écoles d'un même réseau ou de réseaux différents,
 - créés par un ou plusieurs pouvoirs organisateurs,
 - mis sur pied par des initiatives privées.TECHNIFUTUR, inauguré le 12 décembre 1991 à LIEGE, est une réalisation intéressante; cet outil doit viser à la complémentarité des formateurs et , à tout prix, éviter une concurrence stérile entre les mondes enseignant et industriel.
 - des dispositifs de simulation qui permettent d'approcher la réalité industrielle sans devoir recourir à des achats trop onéreux.

— il est essentiel de faire savoir au grand public et aux milieux socio-économiques que les écoles techniques dépendant de pouvoirs organisateurs sérieux sont toujours dotées d'équipements modernes et variés, malgré les difficultés financières que l'on ne peut nier,

— néanmoins, dans ce domaine, la collaboration ECONOMIE-ENSEIGNEMENT doit se développer, les deux parties s'engageant à trouver des solutions pédagogiques et financières originales.

— cela étant dit, il est du plus haut intérêt de faire mieux connaître les réalisations concrètes qui se sont multipliées ces derniers temps.

— des EQUIPEMENTS, en rapide évolution, devenant toujours plus complexes, doivent être manipulés par un PERSONNEL ENSEIGNANT compétent, soucieux de se tenir à jour en permanence.

Dans ce cas, la FORMATION CONTINUEE des MAITRES prend une importance toute particulière.

PANEL DE MIDI 13.12.91 — LISTE DES PARTICIPANTS

Groupe I : mandataires politiques et représentants des mondes industriels et syndicaux.

BOVY Urbain	Avenue A. Greiner, 1, 4100 SERAING Direction des Ressources humaines et de la logistique de C.M.I.
CAMPIOLI Georges	Avenue Rogier, 32/001 4000 LIEGE Directeur du C.F.P.M.
CHODE Philippe	Rue Glacière, 4100 SERAING Service Formation LIEGE COCKERILL-SAMBRE
D'HARCOUR Jean-Claire	Quai d'Ougrée, 14 4200 OUGREE Communication LIEGE COCKERILL-SAMBRE
FAVRIN Guido	Délégué de COCKERILL-SAMBRE

FONTAINE Remy	Quai d'Ougrée, 14 4200 OUGREE Directeur du Personnel Sidérurgie Liège
GILISSEN Henri	Bd E. de Laveleye, 191 4020 LIEGE Directeur Fabrimétal Liège-Luxembourg
GLUZA Carol	Place St Paul, 9/11 4000 LIEGE Président de la Fédération des Métallurgistes F.G.T.B.
KRUPA André	Rue du Noyer, 1 4121 NEUPRE Député permanent chargé de l'Enseignement et la Formation Province de Liège
MOUSSET Serge	Rue Capitaine Crespel, 42 1050 BRUXELLES Responsable du Service Formation et Emploi de l'Union Wallonne des Entreprises
PIRON René	Place St Paul, 9/11 4000 LIEGE Secrétaire général de la Fédération des Métallurgistes F.G.T.B.
PLUMIER Daniel	Avenue A. Greiner, 1 4100 SERAING Chef de département systèmes et normes C.M.I.
RICHARD Guy	Rue Ste Marie, 13 4000 LIEGE Directeur Général de l'Air Liquide
SAINT AMAND Marc	Quai d'Ougrée, 14 4200 OUGREE Ressources humaines COCKERILL-SAMBRE
SMAL Louis	Boulevard Saucy, 8 4000 LIEGE Secrétaire principal des Métallurgistes de la C.S.L. remplacé par SMAL Gabriel

2. Groupe des diplômés d'Humanités Techniques, occupant une situation professionnelle enviable.

ARNOLIS Jacques	Directeur des approvisionnements des transports et du patrimoine à COCKERILL-SAMBRE Rue de l'Usine, 1 6010 COUILLET
BRONCKART Lambert	Professeur à l'I.S.I.L., Ingénieur civil
DEROULOU Jean	Directeur Général des Forges de Courcelles Rue du Progrès, 60 6180 COURCELLES
FOURNEAU René	Docteur en Sciences-Professeur à l'I.S.I.L. Quai Gloesener, 6 4020 LIEGE
GARDIER Servais	Directeur de l'I.S.I.L. Quai Gloesener, 6 4020 LIEGE
SIMONIS Armand	Ingénieur responsable-programme activités spéciales F.N. Moteurs Rue de Limoges, 108 4130 TILFF
SCORCET SERGE	Directeur Société coopérative d'Etude de Formation et d'application en matière d'automatisme des systèmes de conception et de production (E.F.A.) Quai Gloesner, 6 4000 LIEGE

3. Groupe des Enseignants

BAMPS Roland	Rue Colard Trouillet, 48 4100 SERAING Directeur de l'Ecole Polytechnique de Seraing (E.P.L.)
--------------	--

DAVID Edouard	Rue du Commerce, 14 4100 SERAING Directeur de l'INPRES
FAGNANT Ivan	Rue du Commerce, 14 4100 SERAING Directeur Général de l'E.P.L.
Mme GERDAY-GERARD Yvette	Rue Colard Trouillet, 48 4100 SERAING Directrice de l'I.P.E.P.S.P. de Seraing
LECERF Maurice	Rue du Commerce, 14 4100 SERAING Inspecteur général de l'E.P.L.
LEIDINGER Willy	Rue du Commerce, 14 4100 SERAING Directeur général adjoint de l'E.P.L.
LOOSVELD Jean	Rue Colard Trouillet, 48 4100 SERAING Directeur de l'I.P.E.P.S. de Seraing
PARMENTIER Claude	Rue Colard Trouillet, 48 4100 SERAING Directeur de l'I.P.E.P.S. de Seraing
4. Groupe de l'a.s.b.l. APRES - Fondation Jean BOETS	
BOETS Jean	Rue Lavoisier, 22 4100 SERAING Directeur Général Honoraire de l'E.P.L. Président Général de l'a.s.b.l. APRES

CAYET Philibert

Rue de Montegnée, 144
4101 JEMEPPE
Secrétaire général de l'a.s.b.l. APRES
Président de la "Fondation Jean BOETS"

DANS Marcel

Rue N. Royer, 49
4367 CRISNEE
Trésorier Général a.s.b.l. APRES

DUVIVIER Eugène

Rue des Aisemences, 29
4100 SERAING
Trésorier "Fondation Jean Boets"

JAMOULLE Arnold

Rue G. Demblon, 28
4432 ALLEUR
Vice-Président Général de l'a.s.b.l. APRES

LECLERCQ Marcel

Rue Colard Trouillet, 48
4100 SERAING
Président de la Section "Ressources" de l'a.s.b.l. APRES

5. Groupe Presse

Mme BOLDYREFF Catherine

Journal "La Meuse"

LEBOIS Jean

Secrétaire du panel
Rue Rasquinet, 33
4020 JUPILLE

NANDRIN Joseph

Photographe du panel
Chemin du Sotrez, 40/3
4550 NANDRIN